

POLITIQUE

Affaire Sarkozy-Kadhafi : chronique d'un potentiel scandale d'État

03 décembre 2020 à 16h20

Par *Camille Lafrance* ([/auteurs/lafrancecamille/](#))

Mis à jour le 03 décembre 2020 à 17h18



Depuis 2011, l'ancien président français est soupçonné d'avoir utilisé de fonds libyens pour financer sa campagne présidentielle de 2007. Retrouvez sur cette page les dernières actualités d'une affaire hors normes, et qui pourrait déboucher sur un véritable scandale d'État.

3 décembre 2020 : Le parquet national financier annonce la mise en examen de Claude Guéant, pour « association de malfaiteurs » après un interrogatoire de l'ancien ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy.



23 novembre 2020 : Le procès de Nicolas Sarkozy débute et durera jusqu'au 10 décembre. Jugé pour « corruption » et « trafic d'influence », l'ancien chef de l'État risque une peine de dix ans de prison et une amende de un million d'euros.

11 novembre 2020 : Dans un revirement spectaculaire, l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takkiedine revient sur ses accusations dans une interview accordée à BFM TV et *Paris Match* : « Je confirme que ceci n'est pas vrai. [Nicolas] Sarkozy n'a pas eu de financement libyen pour la campagne présidentielle. [Mouammar] Kadhafi ne pouvait le faire parce qu'il ne le faisait jamais. »

« Depuis sept ans et demi, l'instruction n'a pas découvert la moindre preuve d'un quelconque financement illicite. L'information judiciaire ouverte sur les seules déclarations mensongères de Ziad Takieddine se trouve aujourd'hui dans une impasse complète. Le principal accusateur reconnaît ses mensonges. Jamais il ne m'a remis d'argent, jamais il n'y a eu de financement illégal de ma campagne de 2007 », a réagi de son côté l'ancien président français.

16 octobre 2020 : Après quatre jours d'audition par le Parquet national financier (PNF), Nicolas Sarkozy est mis en examen pour association de malfaiteurs. Sur les réseaux sociaux, l'ex-chef de l'État français évoque une « longue liste d'injustices » et assure : « Mon innocence est à nouveau bafouée. »

À LIRE **Kadhafi-Sarkozy : la BD-enquête sur le désamour entre les deux ex-présidents**
(<https://www.jeuneafrique.com/mag/735565/politique/kadhafi-sarkozy-la-bd-enquete-sur-le-desamour-entre-les-deux-ex-presidents/>)

24 septembre 2020 : Rejet par la cour d'appel de Paris de la majorité des recours déposés par Nicolas Sarkozy, ses ministres Claude Guéant, Éric Woerth, Brice Hortefeux, et l'intermédiaire Alexandre Djouhri
(<https://www.jeuneafrique.com/508559/societe/loeil-de-glez-djouhri-sarkozy-western-spaghetti-a-la-sauce-kaddafi/>). Ils

contestaient la validité de l'enquête sur les soupçons de financement de sa campagne par la Libye. Seul le motif de violation du code électoral a été partiellement annulé. Cela relance l'essentiel des investigations lancées huit ans plus tôt. Les protagonistes se sont pourvus en cassation.

13 février 2020 : Ziad Takieddine est condamné à 8 000 euros d'amende et 6 000 euros de dommages et intérêts par le tribunal correctionnel de Paris pour diffamation à l'encontre de Claude Guéant. Il est estimé qu'il n'a pas apporté « une base factuelle suffisante » à ses propos relayés par *Mediapart* en novembre 2016, et selon lesquels il aurait remis à Claude Guéant des valises d'argent libyen ainsi qu'à Nicolas Sarkozy. Ce dernier a abandonné en juillet 2020 une procédure similaire à celle de Claude Guéant. Les journalistes de *Mediapart* sont relaxés au titre de la « bonne foi ».

31 janvier 2020 :

– Mise en examen de Thierry Gaubert, ancien collaborateur de Nicolas Sarkozy, pour « association de malfaiteurs ». Il est soupçonné d'avoir touché des fonds du régime libyen de Kadhafi susceptibles d'avoir alimenté la campagne du candidat. Les investigations ont été élargies à des faits d'« association de malfaiteurs », ouvrant la voie à une aggravation des poursuites.

– Mise en examen et placement en détention provisoire de l'homme d'affaires franco-algérien Alexandre Djouhri pour neuf chefs d'accusation, dont « corruption active », « faux et usage de faux », « complicité et recel de détournement de fonds publics » et « blanchiment ». Considéré comme proche de Claude Guéant, il apparaît notamment dans l'enquête après la vente d'une villa sur la Côte d'Azur à un fonds libyen géré par Béchir Saleh, ex-dignitaire du régime Kadhafi.

1er août 2019 : Brice Hortefeux, ex-ministre de l'Intérieur et aux Collectivités territoriales, placé sous statut intermédiaire de témoin assisté dans l'enquête sur les accusations de financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy, échappe à une mise en examen. Les soupçons le concernant reposent sur les accusations de Ziad Takieddine et d'Abdallah Senoussi (beau-frère de Mouammar Kadhafi et ex-chef des renseignements militaires libyens).

29 mai 2018 : Mise en examen d'Éric Woerth, ex-ministre du Budget et trésorier de campagne, pour « complicité de financement de campagne ». Il lui est reproché d'avoir versé 11 000 euros aux

collaborateurs de Nicolas Sarkozy. Alors qu'il assurait que ces fonds provenaient de dons anonymes par courrier, un rapprochement est fait avec les soupçons de financement libyen.

29 mars 2018 : Nicolas Sarkozy est renvoyé en correctionnelle pour « corruption active et trafic d'influence ».

21 mars 2018 : Mise en examen de Nicolas Sarkozy (<https://www.jeuneafrique.com/mag/545492/politique/financement-libyen-presume-de-la-campagne-de-2007-retour-sur-un-kadhafiasco/>) pour « corruption passive », « financement illégal de campagne électorale » et « recel de fonds publics libyens ».

À LIRE Sarkozy mis en examen : retour sur un « Kadhafiasco » (<https://www.jeuneafrique.com/mag/545492/politique/financement-libyen-presume-de-la-campagne-de-2007-retour-sur-un-kadhafiasco/>)

20 mars 2018 : Placement en garde à vue et mise en examen de Nicolas Sarkozy (<https://www.jeuneafrique.com/543763/societe/financement-libyen-presume-de-la-campagne-de-2007-nicolas-sarkozy-place-en-garde-a-vue/>) pour « corruption passive », « recel de fonds libyens » et « financement illégal de campagne ».

6 novembre 2017 : Transmission des résultats préliminaires du rapport du procureur général de Libye aux juges d'instruction français. Après audition d'Abdallah Senoussi, Abdallah Mansour (ex-officier des renseignements intérieurs et neveu du Guide), et Baghdadi Al-Mahmoudi (ancien Premier ministre de Libye), il conclut à un soutien à Nicolas Sarkozy via des fonds transmis par l'entremise de son directeur de campagne Claude Guéant et de l'homme d'affaires Ziad Takieddine (<https://www.jeuneafrique.com/374409/politique/soupcons-de-financement-libyen-campagne-de-nicolas-sarkozy-nouvelle-charge-de-ziad-takieddine/>).

4 octobre 2017 : Les magistrats du Parquet national financier (PNF) demandent le renvoi en correctionnel de Nicolas Sarkozy et de Thierry Herzog. Ils ont conclu qu'il existait des charges suffisantes à leur encontre concernant les faits de « corruption » et d'« influence » actifs pour lesquels ils ont été mis en examen.

5 septembre 2017 : L'Office anticorruption de la Police judiciaire dans son premier rapport sur l'affaire des financements libyens de Nicolas Sarkozy met en cause Éric Woerth, trésorier en 2007 et

Claude Guéant, ex-directeur de campagne, et établit une circulation importante d'espèces en marge de la campagne de 2007.

9 juillet 2017 : Nicolas Sarkozy abandonne son action en diffamation contre Ziad Takieddine qui avait assuré à *Mediapart* en 2016 avoir remis des valises d'argent libyen à l'ex-président français. Son avocat, Thierry Herzog, considère que des éléments parus dans la presse démentent déjà les déclarations de l'homme d'affaires.

7 décembre 2016 : Mise en examen de Ziad Takieddine, homme d'affaires franco-libanais, pour complicité de trafic d'influence et de corruption d'agent public par une autorité publique étrangère, dans le cadre de l'enquête sur les soupçons de financement de la campagne de 2007.

15 novembre 2016 : L'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine affirme à *Mediapart* avoir remis trois valises préparées par le régime libyen contenant cinq millions d'euros à Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, et à son directeur de cabinet Claude Guéant, entre fin 2006 et début 2007.

7 mars 2015 : Mise en examen de Claude Guéant, ex-ministre de l'Intérieur et secrétaire général de l'Élysée, pour « blanchiment de fraude fiscale en bande organisée » et « faux et usage de faux ». En cause : un virement de 500 000 euros effectué sur son compte en 2008. Il assure que la somme est issue de la vente de tableaux, mais elle est jugée surévaluée. Il est soupçonné d'avoir perçu cette somme d'Alexandre Djouhri en contrepartie de son intervention auprès d'EADS, afin que l'entreprise aéronautique paie une commission à l'intermédiaire dans le cadre d'une vente d'avions à la Libye.

À LIRE **Libye : les derniers jours de Mouammar Kadhafi**
(<https://www.jeuneafrique.com/mag/365646/politique/derniers-jours-de-mouammar-kadhafi/>)

1er juillet 2014 : Placement en garde à vue de Nicolas Sarkozy par l'office anti-corruption de la Police judiciaire et mise en examen pour « corruption active », « trafic d'influence actif » et « recel de violation du secret professionnel » dans l'affaire dite « des écoutes ».

26 février 2014 : Dans l'enquête sur un possible financement libyen de la campagne de 2007 (voir ci-dessous), l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Nicolas Sarkozy, placé sur écoute, et son avocat a abouti à une information judiciaire, le 26 février 2014, pour trafic d'influence et violation du secret de l'instruction. Ils

sont soupçonnés d'avoir tenté d'obtenir du haut magistrat Gilbert Azibert des informations couvertes par le secret de la procédure judiciaire.

19 avril 2013 : Ouverture d'une information judiciaire contre X par le Parquet de Paris pour « corruption active et passive », « trafic d'influence », « faux et usage de faux », « abus de biens sociaux », « blanchiment, complicité et recel de ces délits ».

5 septembre 2012 : Lors de son procès en Libye, Abdallah Senoussi – beau-frère de Mouammar Kadhafi et ancien chef des renseignements militaires libyens – déclare que cinq millions d'euros ont été versés pour la campagne de Nicolas Sarkozy par le régime. Il assure avoir personnellement supervisé ce transfert via Brice Hortefeux et Ziad Takieddine.

3 mai 2012 : Via son avocat, Baghdadi al-Mahmoudi, ex-Premier ministre libyen détenu à Tunis, confirme à *Mediapart* l'existence d'une note rédigée sous son autorité et le déblocage de 50 millions d'euros. Cette déclaration fait suite à celle de Moustapha Abdeljalil, président du Conseil national de transition, qui met en doute l'authenticité d'un document de *Mediapart* attribué à l'ex-chef des services de renseignements extérieurs de la Libye Moussa Koussa, tendant à prouver un financement de la campagne de 2007 par Kadhafi. Celui-ci évoque également un faux.

28 avril 2012 : *Mediapart* publie une note officielle datée du 9 décembre 2006 et signée par Moussa Koussa, ex-chef des services secrets extérieurs libyens, dans laquelle la Libye s'engage à financer Nicolas Sarkozy à hauteur de 50 millions d'euros « en soutien » pour sa campagne. Ce dernier attaque le site d'information en justice pour « faux ». L'enquête du Parquet de Paris se solde par un non-lieu. Nicolas Sarkozy se pourvoit en cassation.

16 mars 2012 : *Mediapart* cite le démenti de Jean-Charles Brisard qui dénonce un montage et assure avoir été associé malgré lui aux révélations du journal. L'article souligne : « Après avoir communiqué des informations à la justice, puis à *Mediapart*, Jean-Charles Brisard, aujourd'hui sous pression, dément et dénonce un "montage" ».



15 mars 2012 : Les journalistes de *Mediapart* publient un article assurant que Jean-Charles Brisard leur a confirmé lors d'un entretien avoir enregistré la mention du nom de l'ancien ministre Brice Hortefeux dans sa note concernant l'affaire du financement libyen. Il y confirmerait également un montage financier via la société panaméenne liée à Brice Hortefeux, adossée à une banque suisse.

12 mars 2012 : *Mediapart* publie une note de synthèse attribuée à Jean-Charles Brisard, ex-membre de l'équipe de campagne d'Édouard Balladur, dirigeant d'une société de renseignement privé, qui a été versée au dossier le 8 octobre 2011. Y figurent les initiales de Nicolas Sarkozy (NS), Brice Hortefeux (BH), Ziad Takkiedine (ZT) et des entretiens avec Seïf al-Islam Kadhafi y sont évoqués. Elle stipule que les « modalités de financement de la campagne » de « NS » ont été « réglées lors de la visite Libye NS + BH » le 6 octobre 2005, avec un financement de 50 millions d'euros et indique un montage financier.

16 mars 2011 : Quelques jours avant l'intervention internationale contre la Libye décidée lors d'un sommet à Paris (à la suite de la décision de fermeture de l'espace aérien par l'ONU), Mouammar Kadhafi (<https://www.jeuneafrique.com/189618/politique/libye-kadhafi-mort-d-un-tyran/>) affirme au *Figaro* qu'il a « fourni des fonds » pour la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Seïf al-Islam Kadhafi, le fils du colonel, assure également sur la chaîne *Euronews* que le régime libyen a financé la campagne de l'ex-président français.

**Cet article a initialement été publié le 24 octobre 2020. Nous le publions à nouveau à l'occasion de l'ouverture du procès.*

À LIRE AUSSI

- › [Financement libyen : Nicolas Sarkozy de nouveau face aux juges \(/996800/societe/financement-libyen-nicolas-sarkozy-de-nouveau-face-aux-juges/\)](/996800/societe/financement-libyen-nicolas-sarkozy-de-nouveau-face-aux-juges/)
- › [Sarkozy mis en examen : retour sur un « Kadhafiasco » \(/mag/545492/politique/financement-libyen-presume-de-la-campagne-de-2007-retour-sur-un-kadhafiasco/\)](/mag/545492/politique/financement-libyen-presume-de-la-campagne-de-2007-retour-sur-un-kadhafiasco/)

<https://jeuneafrique.us2.list-manage.com/subscribe?u=6f73d53fb63e8c665c4e3800d&id=9e88e09281>

Newsletter : déjà 250 000 inscrits !

Recevez chaque jour par email,
les actus Jeune Afrique à ne pas manquer !

Entrez votre adresse mail ici

Je m'inscris

- Recevoir des informations de Jeune Afrique
 Recevez les offres des partenaires de Jeune Afrique



PROPOSÉ PAR MSC

**Le transport du coton africain est assés
flexibilité des services de MSC**

SUR LE MÊME SUJET

Libye

- › [Libye : Seif el-Islam Kadhafi, au nom du père \(/1218831/politique/libye-seif-el-islam-kadhafi-au-nom-du-pere/\)](/1218831/politique/libye-seif-el-islam-kadhafi-au-nom-du-pere/)
- › [Libye : Haftar se met en ordre de bataille \(/1219010/politique/libye-haftar-se-met-en-ordre-de-bataille/\)](/1219010/politique/libye-haftar-se-met-en-ordre-de-bataille/)
- › [Ghassan Salamé : « J'ai senti que Haftar m'avait fait un sale coup » \(2/2\) \(/1213128/politique/ghassan-salame-jai-senti-que-haftar-mavait-fait-un-sale-coup-2-2/\)](/1213128/politique/ghassan-salame-jai-senti-que-haftar-mavait-fait-un-sale-coup-2-2/)

Politique

- › [Tchad : Mahamat Idriss Déby Itno favorable à la création d'une force mixte aux frontières libyennes \(/1223079/politique/tchad-mahamat-idriss-deby-itno-favorable-a-la-creation-dune-force-mixte-aux-frontieres-libyennes/\)](/1223079/politique/tchad-mahamat-idriss-deby-itno-favorable-a-la-creation-dune-force-mixte-aux-frontieres-libyennes/)
- › [Paul Kagame : « Le jour où j'ai fui le Rwanda pour échapper aux génocidaires » \(/1216430/politique/paul-kagame-le-jour-ou-jai-fui-le-rwanda-pour-echapper-aux-genocidaires/\)](/1216430/politique/paul-kagame-le-jour-ou-jai-fui-le-rwanda-pour-echapper-aux-genocidaires/)
- › [Maroc-Algérie : une crise de trente ans \(/1205414/politique/maroc-algerie-une-crise-de-trente-ans/\)](/1205414/politique/maroc-algerie-une-crise-de-trente-ans/)

Nicolas Sarkozy

- › [France-Guinée : le discret déjeuner de Nicolas Sarkozy chez Alpha Condé \(/1216347/politique/france-guinee-le-discret-dejeuner-de-nicolas-sarkozy-chez-alpha-conde/\)](/1216347/politique/france-guinee-le-discret-dejeuner-de-nicolas-sarkozy-chez-alpha-conde/)
- › [L'homme qui raconte l'homme qui tua Kadhafi \(/1206418/culture/theatre-lhomme-qui-raconte-lhomme-qui-tua-kadhafi/\)](/1206418/culture/theatre-lhomme-qui-raconte-lhomme-qui-tua-kadhafi/)

- > **Afrique-France : la « schizophrénie » de l'aide au développement décortiquée** (/1195128/economie/la-schizophrenie-de-laide-francaise-au-developpement-decortiquee/)

Mouammar Kadhafi

- > **Libye : Seif el-Islam Kadhafi, au nom du père** (/1218831/politique/libye-seif-el-islam-kadhafi-au-nom-du-pere/)
- > **Tunisie – Kais Saïed : un (nouveau) dialogue national pour sortir de l'impasse ?** (/1209369/politique/tunisie-kais-saied-un-nouveau-dialogue-national-pour-sortir-de-limpasse/)
- > **Kadhafi, OLP, Angola... Les sept vies du député tunisien Safi Saïd** (/1206730/politique/kadhafi-olp-angola-les-sept-vies-du-depute-tunisien-safi-said/)



PROPOSÉ PAR ORANO

Projet Irhazer : contribuer à la sécurité alimentaire durable dans le Nord du I

JEUNE AFRIQUE DIGITAL

L'abonnement 100% numérique

consultable sur smartphone, PC et tablette



Profitez de tous nos contenus exclusifs en illimité !

Inclus, le dernier numéro spécial de Jeune Afrique

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€ (/JEUNE-AFRIQUE-DIGITAL/?TM_SOURCE=JEUNEAFFRIQUE.COM&TM_CAMPAIGN=BOUTON_VOTRE_HEBDO_ABONNEZ_VOUS&TM_MEA

theafricareport By **JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP**

(https://www.theafricareport.com/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'AFRIQUE ANGLOPHONE

Analyse, débats, expertises... Pour comprendre l'Afrique de demain et d'aujourd'hui

EXCLUSIVE: Burundi wants new Rainbow Rare Earths mining convention

> (https://www.theafricareport.com/120339/exclusive-burundi-wants-new-rainbow-rare-earths-mining-convention/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

What does the fall of Afghanistan mean to Nigeria's Islamists?

> (https://www.theafricareport.com/119640/what-does-the-fall-of-afghanistan-mean-to-nigerias-islamists/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

US seeks to force Equatorial Guinea to take

Covid vaccine deal as Biden steps up anti-

> (https://www.theafricareport.com/118817/usa-equatorial-guinea-forced-to-take-covid-vaccine-deal-as-biden-steps-up-anti-kleptocracy-fight/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

κροτοραcy ngn

DÉCOUVRIR (HTTPS://WWW.THEAFRICAREPORT.COM/?
THEAFRICAREPORT.COM UTM_SOURCE=JEUNEAFRIQUE.COM&UTM_CAMPAIGN=MEA_TAR_SUR_JA_JANVIER_2020&UTM_MEDIUM=REFERRAL&UTM_CONTENT=WIDGET_FOOTER_MOBILE)

Dans l'actualité

Charles Blé Goudé (/personnalites/charles-ble-goude/) - Tony Elumelu (/personnalites/tony-elumelu/) - Génocide des Tutsis au Rwanda (/tags/genocide-rwandais/) - Cemac (/institutions/cemac/) - Moïse Katumbi (/personnalites/moise-katumbi/)

Pratique > Applis mobile (/applications-mobiles/) > Fils RSS (/page-rss/) > Newsletters (http://eepurl.com/1n5wT)

RETROUVEZ JEUNE AFRIQUE SUR **f**

(HTTP://WWW.FACEBOOK.COM/JEUNEAFRIQUE1) **🐦**

(HTTP://TWITTER.COM/JEUNE_AFRIQUE) **📎**

(HTTP://WWW.PINTEREST.COM/JEUNEAFRIQUE/) **in**

(HTTP://WWW.LINKEDIN.COM/COMPANY/JEUNE-AFRIQUE) **📌**

(HTTP://INSTAGRAM.COM/JEUNEAFRIQUE) **📷** (/PAGE-RSS/)

RECEVEZ NOTRE NEWSLETTER **JE M'INSCRIS** (HTTP://EEPURL.COM/1N5WT)

Qui sommes-nous ? (/qui-sommes-nous/) **Contacts** (/contacts/) **Recrutement** (https://recrutement.jeuneafrique.com) **Appels d'offres** (/landing/appels-doffres/)

Espaces Partenaires (/espace-partenaires/) **Conditions générales d'utilisation** (/cgu-cgv/) **Aide (FAQ)** (/faq-globale-generale/) **Gérer mes cookies** © Jeune Afrique 2021, tous droits réservés